



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

élections en Italie

Question au Gouvernement n° 649

Texte de la question

ÉLECTIONS EN ITALIE

Mme la présidente. La parole est à M. Pieyre-Alexandre Anglade, pour le groupe La République en marche.

M. Pieyre-Alexandre Anglade. Madame la ministre chargée des affaires européennes, dans tous les pays européens, les élections consacrent les unes après les autres l'usure des partis traditionnels (*Protestations sur les bancs du groupe LR*) et la fin du bipartisme tel que nous le connaissions autrefois en France.

Regardons la situation en face : le résultat des élections italiennes dépasse largement les frontières de la péninsule. Au moment où l'Allemagne sort de l'incertitude, c'est l'Italie qui y entre. Pourtant, ce résultat électoral était prévisible. Les causes de ce mouvement sont connues et identifiées depuis très longtemps : incapacité de l'Europe à peser sur les grands défis et sentiment d'éloignement, d'abandon et de perte de contrôle dans la mondialisation. Pour l'Italie, l'absence de réponse européenne à la crise financière et, plus dramatique encore, à celle des migrants explique aussi ce vote.

Pourtant, ce n'est pas l'Europe en tant que telle qui est responsable, ce n'est pas le projet européen qui est la cause des maux que nous connaissons. Les responsables, ce sont ceux qui, au pouvoir depuis des décennies, n'ont pas défendu le projet européen (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM*), ce sont ceux qui, confortablement installés dans les équilibres d'autrefois, ont cessé d'avoir une vision et une ambition pour l'Europe et l'ont abandonnée.

M. Jean-Paul Lecoq. C'est votre faute !

M. Pieyre-Alexandre Anglade. C'est parce que l'Europe a été délaissée par ceux qui auraient dû la défendre et nourrir une ambition pour elle que notre continent est à nouveau confronté aux populismes et aux nationalismes. Face au scepticisme, au rejet de l'Europe parfois, nous ne devons pas être timides (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), mais au contraire proposer et agir pour changer en profondeur l'Europe, qui est notre meilleure chance de peser face aux grands défis que sont la sécurité, le terrorisme, les migrations, le développement, le changement climatique, la révolution numérique et la régulation de la mondialisation. Toutes ces questions seront européennes.

Madame la ministre, quelle action la France entend-elle entreprendre pour que l'Europe devienne enfin cette puissance que les citoyens européens appellent de leurs vœux ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, *ministre chargée des affaires européennes*. Monsieur le député, vous avez raison, le scrutin du 4 mars dernier en Italie a ouvert une période d'incertitude. D'abord, parce que personne n'a gagné, aucun parti ni coalition de partis n'ayant obtenu la majorité absolue. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Personne n'a gagné, et les partis traditionnels ont marqué, une fois de plus, leur épuisement.

Nous avons surtout constaté la montée et la poussée de forces extrémistes, eurosceptiques ou antisystème. Ce pays fondateur de l'Union européenne est dans une phase de déception vis-à-vis du projet européen. Ce pays a connu une crise économique et sociale majeure, marquée par un niveau de chômage élevé.

M. Pierre Cordier. La fiche !

Mme Nathalie Loiseau, *ministre*. C'est un pays qui, face à un afflux migratoire très élevé, s'est senti abandonné par l'Union européenne.

Ces résultats, comme ceux d'autres scrutins récents en Europe, traduisent des doutes et des interrogations vis-à-vis de la construction européenne. C'est précisément pour relever ce défi et aller vers une Europe plus protectrice que, sous l'impulsion du Président de la République, des travaux de refondation de l'Europe sont en cours depuis l'automne. Les élections en Italie rappellent, s'il en était besoin, combien ces efforts de réforme en profondeur sont indispensables.

Mais il serait vain de vouloir réformer l'Europe sans les citoyens, et il faut au contraire leur donner la parole. C'est ce que nous ferons, entre avril et octobre 2018, en organisant ensemble, dans vingt-six pays européens, des consultations citoyennes sur l'Europe, pour entendre ce que les populations ont à dire sur l'Union européenne, ce qu'elles apprécient, mais aussi leurs critiques et leurs propositions.

Rien ne serait plus dangereux que de laisser les extrémistes prétendre : « Je suis le peuple ! » (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes REM et MODEM.*)

M. Fabien Di Filippo. Les députés de la majorité n'applaudissent même pas !

Données clés

Auteur : [M. Pieyre-Alexandre Anglade](#)

Circonscription : Français établis hors de France (4^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 649

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 mars 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 mars 2018](#)